



**RÉGION ACADÉMIQUE
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Régional de l'Immobilier
47 rue des écoles 75005 Paris

Marché public de maîtrise d'œuvre

**Mission de maîtrise d'œuvre pour la réfection des toitures
de certains bâtiments de l'internat d'excellence de Sourdun**

Cahier des Clauses administratives Particulières (CCAP)

Marché N° : 2025-01-MOE-CRT

Table des matières

Article 1 : Objet du marché, lieu d'exécution :	4
Article 2 : Type de procédure et Forme du marché - Tranches:.....	4
Article 3 : Modification du marché :	4
Article 4 : Durée du marché :	4
Article 5 : Contenu et éléments de mission:	4
5.1 Contenu de la mission :	4
5.2 Eléments de mission de base :	4
Article 6 : Intervenants :	5
Article 7 : Contraintes générales :	5
Article 8 : Pièces constitutives du marché :	5
Article 9 : Cotraitance et sous-traitance	6
9.1. Cotraitance :	6
9.2. Sous-traitance:	7
Article 10 : Nantissement - cession de créance	7
Article 11 : Avance et Retenue de garantie.....	7
11.1 Avance :	7
11.2 Retenue de garantie.....	7
Article 12 : Rémunération – règlement des comptes -variation des prix	7
12-1. Rémunération	7
12-1.1. Généralités	7
12-1.2. Montant	8
12-1.3. Modification	8
12-2. Règlement des comptes	8
12-2.1. Modalités de transmission et de paiement	8
12-2.2. Rythme de règlements	8
12-2.3. Rémunération des éléments de mission	10
12-2.4. Modalités particulières de paiement	10
12-2.5. Acompte	10
12-3. Variation dans les prix.....	11
12-3.1. Révision :	11
12-3.2. Mois d'établissement des prix du marché :	12
12-3.3. Choix de l'index de référence	12
12-3.4. Modalités de révision des prix	12
12-3.5. Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée	13
Article 13 : Exécution jusqu'à la passation des marchés de travaux et organisation de la mission du titulaire	13
13-1. Coût prévisionnel des travaux	13
13-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	13
13-3. Seuil de tolérance	13
13-4. Coût de référence des travaux	14
13-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du maître d'œuvre	14
13-6. Variantes pour les marchés de travaux	15

13.7 Interventions sur site	15
13.8 Visites	15
13.9 Opérations de vérifications :	15
13.10 Réception	15
Article 14 Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux.....	16
14-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement	16
14-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux	16
14-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux	16
14-4. Comparaison entre réalité et tolérance	16
14-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires.....	16
14-5.1. Définition	16
14-5.2. Modalités d'acceptation	17
14-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance	17
14-7. Suivi de l'exécution des travaux	17
14-8. Ordres de service	17
14-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	18
14-9.1. Autorité du coordonnateur SPS	18
14-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS	18
Article 15 : Utilisation des résultats et obligation de discrétion.....	19
Article 16 : Obligation de vigilance / Attestation fiscales et sociales	19
Article 17 : Assurances de responsabilité civile décennale / garanties :	19
Article 18 Délais et pénalités :	20
18-1. Définitions et points de départ.....	20
18-1.1. Eléments de mission "études"	20
18-1.2. Élément de mission ACT	21
18-1.3. Élément de mission VISA	21
18-1.4. Élément de mission DET	21
18-1.5. Élément de mission AOR	22
18-2. Délais et pénalités.....	22
18-2.1. Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission	22
18-2.2. Autres pénalités	23
Article 19 Admission – Achèvement de la mission -Résiliation.....	24
19-1. Admission des documents présentés par le maître d'œuvre.....	24
19-1.1. Remise de documents :	24
19-1.2. Délais d'admission des documents d'études	24
19-2. Achèvement de la mission.....	25
19-3. Résiliation.....	25
19-3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	25
19-3.2. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particulier	25
19-3.3. Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation	26
Article 20 Règlement des différends.....	26
Article 21 : Dérogations apportées au CCAG par le présent CCAP	26

Article 1 : Objet du marché, lieu d'exécution :

Le présent marché porte sur une mission de base de maîtrise d'œuvre, au sens des articles R2431-4 et 5 du Code de la commande publique (CCP), complétée d'une mission diagnostic, au sens de l'article R2431-19 du CCP, pour la réfection des toitures de certains bâtiments de l'internat d'excellence de Sourdun. Ce dernier élément devra intervenir au commencement de la mission, en s'appuyant sur les diagnostics précédemment effectués annexés aux pièces du DCE.

Lieu d'exécution du marché :

Internat d'excellence de Sourdun, 100 avenue de Paris 77171 Sourdun.

Article 2 : Type de procédure et Forme du marché - Tranches:

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, en application de l'article R2123-1 et R.2131-12, R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique.

Le marché n'est pas alloté et fait objet d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle, définies comme suit :

- **Tranche ferme** : Mission synthèses des DIAG, AVP, PRO pour l'ensemble des bâtiments concernés par l'opération ainsi les missions ACT, DET, VSIA et AOR pour les bâtiments 13 et 14.
- **Tranche optionnelle** : Missions ACT, DET, VSIA et AOR pour les bâtiments 3, 6 et 7

La tranche optionnelle sera affermie au plus tard **le 31/12/2026**. Il n'est prévu ni indemnité d'attente ni d'indemnité de dédit.

Article 3 : Modification du marché :

Après sa notification, le marché peut être modifié : le programme de l'opération, ainsi que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux peuvent être réglementairement modifiés ou complétés jusqu'à la remise de l'AVP conformément à l'article R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique.

Article 4 : Durée du marché :

Le marché prend effet à sa date de notification et s'achève à l'expiration du délai de parfait achèvement des travaux pour chaque phase. Pour la tranche optionnelle si affermie, il prend effet le lendemain de la date de notification de l'affermissement.

Article 5 : Contenu et éléments de mission:

5.1 Contenu de la mission :

La mission confiée au maître d'œuvre est constituée des éléments de missions définis dans les articles R.2431-5 à R.2431-23 du CCP et complétés dans l'article 8 du CCTP.

Les obligations à la charge du MOE issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur (CCAG Travaux 2021), s'appliquent au présent contrat.

Les éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des parties techniques.

5.2 Eléments de mission de base :

DIAG : études de diagnostics et synthèse.

AVP : les études d'avant-projet seront composées **d'APD, y compris dossiers d'autorisations administrative (AT)**, le maître d'œuvre doit accomplir toutes les formalités nécessaires pour le dépôt de cette dernière auprès des services compétents.

PRO : les études de projet

ACT : l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;

VISA : l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;

DET : la direction de l'exécution des marchés de travaux ;

AOR : l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA) prévue par l'article 44 du CCAG Travaux

Sauf indication contraire au sein du présent CCAP et du CCTP, le titulaire doit remettre les documents au format numérique PDF et sources (Word, Excel, DWG...) Dans les délais d'exécution des prestations. Le titulaire peut codifier les noms des fichiers à sa convenance, en revanche il doit veiller à la longueur des noms donnés, ils ne doivent pas dépasser 32 caractères, espaces et traits d'union confondus.

Article 6 : Intervenants :

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Service Régional de l'Immobilier de la région académique Ile de France, sis au 47 rue des écoles 75005 Paris et sera l'interlocuteur privilégié du titulaire pour l'ensemble de la mission et des travaux, représenté par son conducteur d'opération identifié dans ce dossier de chargé d'opérations ou de chef de projets.

Le Contrôleur Technique : sera désigné au plus tard à l'issue de la phase DIAG, les missions suivantes lui sont confiées : L, LE, SEI

Le CSPS : BTP Consultants, Agence de Paris Est CSPS, 460, la Courtine – Le Central II 93194 Noisy Le Grand Cedex.

Pour rappel le CSPS est organisée, aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

La gestion des accès au site sera gérée par l'équipe d'exploitation de l'internat d'excellence de Sourdun. Les prestataires doivent respecter scrupuleusement les consignes d'accès et de sécurité de l'équipe interne à l'établissement.

Article 7 : Contraintes générales :

Dans le cadre de la mission, le prestataire ou les prestataires doivent prendre en compte les contraintes suivantes :

L'établissement est ouvert 5 jours sur 7 (du lundi au vendredi) et fermé pendant les vacances scolaires: les interventions (visites, ...) seront donc pour la plupart réalisées en site occupé,

Dans le cadre de l'exécution de cette mission de maîtrise d'œuvre, notamment des études, si des interventions sont nécessaires pendant la fermeture de l'établissement, une demande d'autorisation d'accès doit être envoyée à la maîtrise d'ouvrage **10 jours ouvrés** avant la date effective de l'intervention, une réponse sera donnée à partir du 6ème jour suivant la date de réception de la demande par la maîtrise d'ouvrage.

Présence de locaux à sommeil, locaux d'enseignement occupés par les élèves et le personnel enseignant et administratif de l'internat d'excellence.

Article 8 : Pièces constitutives du marché :

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et ses éventuelles annexes

3. Le Cahier des Clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (**CCAG-MOE**) du 30 mars **2021**. Cette pièce générale, bien que non jointe au présent marché, est réputée connue des parties.
4. Le CCTP et ses annexes.
5. La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
6. Le programme incluant les délais prévisionnels de l'opération et le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage affectée aux travaux, ainsi que ses annexes :
 - a. Plans des toitures des
 - b. Rapports de la commission de sécurité de la visite de 2023
 - c. Rapport de diagnostic de reconnaissance structure et relevé des désordres.
 - d. Rapport de Diagnostic géotechnique G5 des Bâtiments n°3, 6, 7, 13 et 14
 - e. Rapport Diagnostic structurel de Toitures - Internat d'Excellence de Sourdun
 - f. Rapports diagnostic amiante AT
 - g. Rapports diagnostic plomb AT
7. Le Mémoire Technique, complété sur la base du cadre fourni par le maître d'ouvrage, et remis par le titulaire dans son offre, la composition de l'équipe indiquée par le titulaire dans son MT doit être maintenue toute au long de la période d'exécution de la prestation, une nouvelle personne ne peut être désignée que si elle dispose des compétences et expériences équivalentes à celle désignée initialement dans l'offre technique.
8. Les documents techniques unifiés en vigueur (DTU) et tous documents réglementaires et normes françaises et/ou européennes associées à ce type de prestation. Bien que ces pièces ne soient pas jointes au présent marché, le titulaire doit en avoir une parfaite connaissance.

Article 9 : Cotraitance et sous-traitance

9.1. Cotraitance :

Au sens du présent document, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés "cotraitants" s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Les cotraitants sont soit solidaires, soit conjoints.

Les cotraitants sont **solidaires** lorsque chacun d'eux est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires : l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des cotraitants vis à vis du Maître d'Ouvrage.

Les cotraitants sont **conjointes** lorsque chacun d'eux n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute; toutefois, l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme **mandataire**, est **solidaire** de chacun des autres dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du Maître d'Ouvrage jusqu'à la date où ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des cotraitants conjoints vis à vis du Maître d'Ouvrage pour l'exécution du marché.

Dans le cas où l'acte d'engagement n'indique pas que les cotraitants sont solidaires ou conjoints :

- Si les prestations sont divisées en lots dont chacun est assigné à l'un des cotraitants et si l'un de ces derniers est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, les cotraitants sont conjoints.
- Si les prestations ne sont pas divisées en lots dont chacun est assigné à l'un des cotraitants, ou si l'acte d'engagement ne désigne pas l'un de ces derniers comme mandataires, les cotraitants sont solidaires.

Le rôle du mandataire est le suivant :

- Il représente les différents membres du groupement vis à vis du Maître d'Ouvrage.

- À ce titre, le mandataire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les prestations du présent marché soient réalisées dans les conditions dudit marché, éventuellement modifié, quand bien même un des membres du groupement serait défaillant.
 - À ce titre également toute notification, tout courrier à destination du groupement ou de l'un de ses membres peut valablement lui être adressé.
 - De la même façon le mandataire vise toutes les pièces établies par la maîtrise d'œuvre dès lors que celles-ci concernent l'application du marché (mémoires, réclamations, notes d'honoraires, demande d'agrément de sous-traitant(s), etc.)
- Il assure la coordination entre les membres du groupement.

9.2. Sous-traitance:

Les prestataires peuvent sous-traiter l'exécution de certaines parties de leur marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiements. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles du titulaire du présent marché.

A défaut, le maître de l'ouvrage pourra récuser le ou les sous-traitants proposés.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous – traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, le maître de l'ouvrage exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés sur le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4) signé par le maître d'ouvrage, par le titulaire ou le co-titulaire du marché qui conclut le contrat de sous-traitance.

Article 10 : Nantissement - cession de créance

Le nantissement du marché ou la cession de créances peuvent intervenir selon les modalités exposées à l'article 4.2 du CCAG/MOE et aux articles R.2191-45 à R.2191-62 du code de la commande publique CCP.

Article 11 : Avance et Retenue de garantie

11.1 Avance :

Il est prévu le versement d'une avance d'un montant de 20 %, en application des articles R2191-3 et R2191-7 du code de la commande publique, sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement.

11.2 Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie dans ce marché.

Article 12 : Rémunération – règlement des comptes -variation des prix

12-1. Rémunération

12-1.1. Généralités

La rémunération est forfaitaire. Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre **s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage** au titre de la présente opération.

12-1.2. Montant

Le montant provisoire de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article B de l'acte d'engagement.

Le montant définitif de rémunération de maîtrise d'œuvre est fixé à l'issue des études d'avant-projet (AVP) dans les conditions définies au paragraphe 13-1.

12-1.3. Modification

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du CCP et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du maître d'œuvre faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation.

12-2. Règlement des comptes

12-2.1. Modalités de transmission et de paiement

12-2.1.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures sont à adresser au maître d'ouvrage.

Les modalités de transmission des pièces de paiement seront précisées après la notification du marché si nécessaire.

12-2.1.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception du projet de décompte par le maître d'ouvrage.

12-2.2. Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 5.2 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément de mission DIAG :

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

(1)	Exigibilité
100%	En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations.

Élément(s) de mission AVP (APD et AT), PRO :

(1)	<u>Exigibilité</u>
100 %	<u>En fonction de l'avancement de la réalisation des prestations.</u>

Élément de mission ACT :

(1)	<u>Exigibilité</u>
50 %	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
30 %	A la validation du rapport de l'analyse des offres.
20 %	Après la mise au point des marchés de travaux.

Élément de mission VISA :

(1)	Exigibilité
100 %	En fonction de l'avancement des visas des plans d'exécution.

Élément de mission DET :

(1)	Exigibilité
100%	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux, chaque acompte ayant un montant de : DET En fonction du pourcentage de l'avancement des travaux.

Élément de mission AOR :

(1)	Exigibilité
40 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le maître d'œuvre.

(1)	Exigibilité
20 %	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le maître d'œuvre.
15 %	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressée par le maître d'œuvre.
15 %	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
10 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître d'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre le début de réalisation des prestations et le premier acompte ou entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du maître d'œuvre (article R.2191-22 du CCP). Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le maître d'œuvre indique l'état d'avancement de l'élément de mission permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce constat du maître d'ouvrage sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

12-2.3. Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant en annexe à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement du premier acompte postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

12-2.4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions du CCAG MOE.

Si le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

12-2.5. Acompte

1. Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le maître d'œuvre, est envoyée selon les modalités de l'article 12-2.1 ci-dessus.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 5.2 et 12-2.2 du présent CCAP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

2. Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte qui fait ressortir :

- a) L'évaluation, en prix de base, de la fraction du montant du marché à régler compte tenu des prestations effectuées depuis le début du marché ;
- b) Les pénalités ou réfections éventuelles prévues au présent CCAP, et ce, depuis le début du marché. Les pénalités pour retard font l'objet d'un décompte spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard et les dates d'échéance contractuelle retenues ;
- c) L'évaluation, en prix de base et hors TVA, du montant dû au maître d'œuvre depuis le début du marché, qui est égal au poste **a** diminué du poste **b** ci-dessus ;
- d) Le montant, en prix de base et hors TVA, du poste **c** de l'état d'acompte précédent ;
- e) Le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de l'acompte, qui est égal au poste **c** du présent état diminué du poste **d** ci-dessus ;
- f) L'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément à l'article 12-3 du présent CCAP, sur le poste **e** ci-dessus ;
- g) Le moment venu, l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance ;
- h) L'incidence de la TVA ;
- i) Le montant de l'acompte à verser, ce montant est la récapitulation des montants **e, f, g** et **h** ci-dessus.

3. Etat de solde

Le titulaire valide et adresse au maître d'ouvrage, sous 30 jours à compter de la notification de la décision d'admission des prestations, le projet d'état de solde indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet d'état de solde prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet d'état de solde indiquera la répartition des sommes dues à chacun des cotraitants.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du pouvoir adjudicateur paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

12-3. Variation dans les prix

En application de l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, le prix est révisable lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à trois mois.

Les prix du marché sont révisables à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

12-3.1. Révision :

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 12-3.3 et 12-3.4.

Les indemnités, les pénalités, les retenues et les primes sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

12-3.2. Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

12-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

Index : ING

Code index : 001711010

Libellé de l'index : Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010

12-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_o)$$

avec : I_o = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Toute demande de remise à jour du prix devra être envoyée par le titulaire au service financier du maître d'ouvrage, accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix, avant la fin du 1er mois anniversaire de la notification du marché.

Le titulaire devra également envoyer une version électronique de la DPGF aux services financiers du maître d'ouvrage et au conducteur d'opération.

La demande de revalorisation de prix intervenant hors des délais prescrits ne sera applicable que pour les factures émises après acceptation des nouveaux tarifs par le maître d'ouvrage. Passé un mois à compter de la date de réception des nouveaux tarifs, le silence de la MOA vaudra acceptation des nouveaux prix.

A titre exceptionnel, il sera possible, sur demande du titulaire, et après accord du maître d'ouvrage de modifier la périodicité de la révision.

12-3.5. Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le maître d'œuvre dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire

Article 13 : Exécution jusqu'à la passation des marchés de travaux et organisation de la mission du titulaire

13-1. Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux « C » est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme.

Il est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (mo ETUDES) fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux « C » sur la base des études d'Avant-Projet (AVP).

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle « C0 » affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée à l'article B de l'acte d'engagement.

Après approbation de l'Avant-Projet (AVP) par le maître d'ouvrage, l'avenant défini à l'article 12-2.3 ci-dessus fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la rémunération calculée au pourcentage par application de la formule suivante : Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux X taux de rémunération.

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant défini au 12-1.3 ci-dessus fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

13-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 4 %.

13-3. Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le maître d'œuvre, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

13-4. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations tous lots confondus.

Ce coût est le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage.

Si le coût de référence des travaux dépasse le seuil de tolérance et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le maître d'œuvre a l'obligation de reprendre les études, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 10 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

13-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du maître d'œuvre

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

- Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le maître d'œuvre s'engage à :
 - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
 - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le maître d'œuvre doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

13-6. Variantes pour les marchés de travaux

Le maître d'œuvre propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

13.7 Interventions sur site

Les dates d'interventions seront arrêtées en accord avec le chargé d'opération du maître d'ouvrage qui coordonne les interventions avec le responsable d'exploitation de l'établissement de l'Internat d'Excellence.

Le titulaire devra fournir pour approbation un planning d'intervention au moins 7 jours calendaires avant le début de sa prestation. Ce document devra faire apparaître clairement les noms et les dates d'intervention des intervenants.

Les interventions s'effectueront dans un site en exploitation recevant du public.

L'ensemble des questions relatives à l'organisation, à l'hygiène et à la sécurité sera arrêté durant la période de préparation de l'intervention.

Pour les accès aux ouvrages concernés par cette opération, l'ensemble des protections individuelles et collectives sont à la charge du titulaire.

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation en vigueur, notamment celle relative au travail et aux accès en hauteur.

13.8 Visites

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le site devra faire l'objet de toutes les visites nécessaires, afin de vérifier les données fournies et d'effectuer tous les relevés qui s'avéreront utiles pour réaliser sa mission.

Pour l'organisation de ces visites, le prestataire se rapprochera du chargé d'opérations du maître d'ouvrage. Lors de ces visites, le prestataire sera dans la mesure du possible accompagné du chargé d'opérations ou d'un représentant désigné par ce dernier qui peut être un membre du personnel exploitant le site de l'IE. En cas de difficulté il devra contacter le chargé d'opérations qui l'assistera pour lever tout obstacle susceptible d'empêcher le déroulement prévu des prestations.

13.9 Opérations de vérifications :

Les opérations de vérification des prestations seront effectuées dans les conditions prévues à l'article 20 du CCAG/MOE. Ces vérifications s'appliquent à chaque ligne de phase de la mission.

13.10 Réception

Conforme aux clauses du CCAG MOE 2021. A l'issue des opérations de vérification, le maître d'ouvrage prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, dans un délai d'un mois à compter de la remise des études.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans un délai d'un mois à compter de la remise des études, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Chaque phase de la mission correspond à des prestations distinctes à exécuter qui feront l'objet de vérifications et de décision distinctes.

En cas de rejet des prestations, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour présenter les études modifiées. Dans ce cas le planning global de l'opération doit être redéfini par le titulaire.

Article 14 Exécution de la mission de maîtrise d'œuvre après la passation des marchés de travaux

Dans le cadre de la présente mission, le maître d'œuvre est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

14-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

14-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un taux de tolérance de 7 %.

14-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

14-4. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du maître d'œuvre (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

14-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires

14-5.1. Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs (FTM) rédigée par le maître d'œuvre et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois **m₀ "Travaux"**.

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet, demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui. L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le maître d'œuvre estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 12-1.3. Ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux. L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du maître d'œuvre.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux définis à l'article 14-4 ci-dessus.

14-5.2. Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs (FTM), et les propositions de classement, établies par le maître d'œuvre, sont soumises à décision du maître d'ouvrage.

Les décisions du maître d'ouvrage relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du maître d'œuvre, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le maître d'ouvrage.

14-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 14-3 et 14-4, le maître d'œuvre supporte une réduction égale à :

$$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

14-7. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 5 du présent CCAP, la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de 8 (huit) jours.

En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

14-8. Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le maître d'œuvre qu'après décision du maître d'ouvrage prise selon les modalités prévues à l'article 14-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le maître d'œuvre à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG 2021 applicable aux marchés de travaux. Le maître d'œuvre transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile, le délai prévu est de 2 jours.

14-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

14-9.1. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

14-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions. Il a accès libre au chantier.

B - Obligations du maître d'œuvre

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

- Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :
 - Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - Chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le maître d'œuvre s'engage à :
 - Fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
 - Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage.
- Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le maître d'œuvre doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :
 - Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) dans le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité

et de Protection de la Santé (PGSCSPS) ;

- Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :

Le maître d'œuvre, après avoir :

- Visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
- Été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers Simplifiés de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) dans le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS), avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

Article 15 : Utilisation des résultats et obligation de discrétion

La personne publique est seule propriétaire de l'ensemble des prestations commandées dans le cadre du présent marché.

La personne publique peut librement utiliser les résultats, même partiels des prestations.

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable de la personne publique. Il ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers à titre gratuit ou onéreux qu'avec l'autorisation de la personne publique.

La publication des résultats par le titulaire doit recevoir l'accord préalable de la personne publique ; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par la personne publique.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

Article 16 : Obligation de vigilance / Attestation fiscales et sociales

Le titulaire doit fournir tous les six mois, pendant toute la durée d'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont à envoyer par messagerie électronique Via la plateforme PLACE et à Madame Célia Simoes : celia.simoes@region-academique-idf.fr.

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas de ces formalités.

Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du marché ou, et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Article 17 : Assurances de responsabilité civile décennale / garanties :

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le maître d'œuvre déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles.
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale

du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le maître d'œuvre justifiera d'une police d'assurance individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa société d'assurances.

Il devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

Par dérogation à l'article 9.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc. ...)

Le maître d'œuvre qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

Article 18 Délais et pénalités :

L'acte qui vaut commencement d'exécution du marché est l'ordre de service du maître d'ouvrage de commencer le premier élément de mission.

18-1. Définitions et points de départ

Par dérogation au 2^e alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG, le titulaire peut refuser d'exécuter l'ordre de service de démarrage des prestations, si cet ordre de service lui est notifié plus de six mois après la notification du marché. Le titulaire dispose alors d'un délai de quinze jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus au pouvoir adjudicateur, pour éventuellement proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. S'il ne propose pas de nouvelle date de démarrage des prestations ou si la date qu'il propose n'est pas acceptée par le maître d'ouvrage, le titulaire peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 29.2 du CCAG Cette résiliation ne peut lui être refusée.

18-1.1. Eléments de mission "études"

Eléments de mission	Point de départ du délai
DIAG (synthèse des Diags)	Date précisée dans l'ordre de service du maître d'ouvrage pour commencer l'exécution de la mission ou de la date de réception de cette décision si celle-ci est postérieure.

Eléments de mission	Point de départ du délai
AVP	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
PRO , ACT (DCE)	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération. (1)

(1) En aucun cas l'approbation ou la recevabilité tacite ne vaut autorisation de commencer l'élément de mission suivant.

18-1.2. Élément de mission ACT

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
DCE	Préparer le(s) Dossier(s) de Consultation des Entreprises (DCE).	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de l'approbation ou recevabilité du document le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération. (1)
Analyse des candidatures et des offres avant négociation	Fournir un pré rapport d'analyse des candidatures et des offres avant négociation.	Date de la remise au maître d'œuvre des plis contenant les candidatures et offres
Analyse des candidatures et des offres après négociation	Fournir un le pré rapport d'analyse des offres après négociation. dossiers	Date de la remise au maître d'œuvre des offres négociées.
Mise au point des dossiers marchés	Procéder à la mise au point du/des dossier(s) marché(s).	Date de la décision d'attribution des marchés.

(1) En aucun cas l'approbation ou la recevabilité tacite ne vaut autorisation de commencer l'élément de mission suivant.

18-1.3. Élément de mission VISA

Définition de la tâche	Point de départ du délai
Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises.	Date de réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur.

18-1.4. Élément de mission DET

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Comptes rendus de réunion	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion.	Date de la réunion
Constats	Procéder aux constatations.	Date de la demande de l'entrepreneur.

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Notification des décisions	Notifier les décisions du maître d'ouvrage	Date de réception de la décision du maître d'ouvrage
Mémoires de réclamation	Instruire les mémoires de réclamation.	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
Etat d'avancement	Etablir l'état d'avancement.	cf. 18-2 ci-après.
Projets de décomptes finaux, décomptes généraux et soldes	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux et établir les décomptes généraux et soldes	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

18-1.5. Elément de mission AOR

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
OPR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (OPR).	Date de réception, par le maître d'œuvre, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
Proposition de réception	Proposer la réception au RPA et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	Date du procès-verbal des OPR
DOE (1)	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) au maître de l'ouvrage.	Après réception par le maître d'œuvre de tous les documents dus par les entrepreneurs. A remettre durant la phase OPR au maître d'œuvre et au plus tard le jour de la réception
Examen des désordres	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la Garantie de Parfait Achèvement (GPA).	Date de saisine par le maître d'ouvrage
PV de levée des réserves	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.

- (1) Certains documents (pièces nécessaires à l'ouverture au public, au fonctionnement et à la maintenance de l'ouvrage, etc.) doivent être remis au plus tard lors des opérations préalables à la réception

18-2. Délais et pénalités

18-2.1. Délais et pénalités appliqués aux éléments de mission

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais définis au 18-1 ci-dessus, le maître d'œuvre subit une pénalité journalière fixée à :

Elément de mission	Tâche	Délai	Pénalité
Synthèse des DIAG	Réaliser une synthèse des diags	4 semaines	100 €
AVP	Dossier d'avant-projet définitif (APD)	3 semaines	100 €
	Dossier d'autorisation administratif (AT)		
PRO	Dossier Projet	3 semaines	100 €
ACT (1)	Préparer les DCE	3 semaines	150 €
	Analyse des candidatures et des offres avant négociation	3 semaines	100 €
	Analyse des candidatures et des offres après négociation	3 semaines	100 €
	Mise au point des dossiers marchés	2 semaines	100 €
VISA	Remise par les entreprises des études d'exécution (EXE)	8 jours	50 €
DET	Compte rendu chantier	2 jours	50 €
	Constatations	2 jours	50 €
	Notifier les OS et décisions une fois signée du RPA	2 jours	50 €
	Mémoires en réclamations	15 jours	100€
	Etats d'avancement	5 jours	50€
	Projets de décomptes finaux	10 jours	100€
	DGD et soldes	10 jours	100€
AOR	Transmission PV des OPR (EXE4)	8 jours	50€
	Transmission PV de la proposition Moe de date d'achèvement travaux (EXE5)	5 jours	100€
	Transmission PV de levées de réserves (EXE 8)	15 jours	150€
	Remise DOE (tous lots confondus)	30 jours	150 €
	Examen des désordres en GPA	10 jours (1)	50€

(1) Toutefois ces délais pourront, éventuellement, être modifiés par voie d'avenant en fonction de la nature de chaque DCE et du nombre d'offres ensuite reçues.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG, le maître d'œuvre n'est exonéré d'aucune pénalité.

18-2.2. Autres pénalités

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel est de 10 jours à compter de la réception de la demande du titulaire. En cas de dépassement de ce délai pour vérifier les projets de décomptes mensuels des marchés de travaux, le maître d'œuvre encourt une pénalité de 50 € par jour de retard. En cas de versement des intérêts moratoires par le maître d'ouvrage cette pénalité est égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

Délai de remise de l'Autorisation de travaux (AT) : 20 jours, au démarrage de l'élément de mission APD.

Pénalité de retard : 150 € / jour de retard

Article 19 Admission – Achèvement de la mission -Résiliation

19-1. Admission des documents présentés par le maître d'œuvre

19-1.1. Remise de documents :

Les documents présentés par le maître d'œuvre sont remis au maître d'ouvrage, en format numérique conformément dernier paragraphe de l'article 5-2 du présent CCAP

Les autorisations administratives seront remises au maître d'ouvrage sur support exigé par l'administration locale, sur autant d'exemplaires si les documents papiers sont exigés par cette dernière.

19-1.2. Délais d'admission des documents d'études

L'admission consiste en l'acceptation par le maître d'ouvrage des documents d'études correspondant à l'élément de mission remis et conformes aux prescriptions du marché.

Elément de mission	Document	Délai
DIAG	DIAG (Synthèse des diagnostics)	4 semaines
AVP	AVP	3 semaines
PRO	Etudes de projet	3semaiens

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

19-1.2.1 Réfaction

Par dérogation à l'article 21-3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 35 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

19-1.2.2 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le maître d'œuvre dans un délai fixé par le maître d'ouvrage.

Par dérogation au 2ème alinéa de l'article 21.2.1 du CCAG, la réfaction comme le rejet des prestations doit faire l'objet d'une décision expresse du maître d'ouvrage.

Suite à une décision d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le maître d'œuvre des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

19-1.2.3 Rejet

Suite à une décision de rejet, le maître d'ouvrage dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le maître d'œuvre des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

19-2. Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- La levée de la dernière réserve ;
- L'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ; ou lorsque le maître d'ouvrage décide que les obligations contractuelles du maître d'œuvre sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le maître d'ouvrage, sur demande du maître d'œuvre.

19-3. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG, avec les précisions décrites dans les articles 19-3.1 à 19-3.3.

En cas d'arrêt des prestations à l'issue d'une partie technique, une indemnité est versée dans les conditions de l'article 19-4.1 du présent CCAP sauf si l'arrêt intervient du fait de la défaillance du maître d'œuvre ou pour faute de sa part.

19-3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG est fixé à 3 %.

19-3.2. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le maître d'œuvre disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le maître d'ouvrage des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG.

Dans l'hypothèse où le maître d'œuvre ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

19-3.3. Résiliation du marché par arrêt des prestations ou autres cas de résiliation

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- Le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 13-3 du présent CCAP ;
- Après appel à la concurrence infructueux, lorsque le maître d'œuvre ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

Article 20 Règlement des différends

Les correspondances relatives au présent marché sont rédigées en langue française. Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par le titulaire.

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tout différend entre le titulaire et le maître d'ouvrage doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

En cas de litige, le tribunal compétent est le suivant : Tribunal administratif de Paris

Article 21 : Dérogations apportées au CCAG par le présent CCAP

- L'Article 8 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG MOE
- L'article 17 du présent CCAP paragraphe 5 déroge à l'article 9.1.3 du CCAG MOE
- L'article 18-1 du présent CCAP déroge au 2eme Alinéa de l'article 3.83 du CCAG
- L'article 18-2.1 du présent CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG et à l'article 16.2.1 du CCAG MOE
- L'article 18.2.2 du présent CCAP déroge à l'article 12.2.2 du CCAG travaux
- L'article 19.1.2.1 du présent CCAP Déroge à l'article 21.3 du CCAG MOE
- L'article 19-1.2.2 déroge au 2eme alinéa de l'article 21.2.1 du CCAG MOE

---Fin du CCAP---